

# Consultation ARCEP :

Consultation publique ouverte du 3 avril au 15 mai 2013

## Dégroupage : Perspectives d'évolution

Travaux préparatoires au quatrième cycle d'analyse de marché du haut et du très haut débit

## Éléments de réponses de la Région Auvergne



Face au constat du ralentissement du dégroupage des NRA, l'ARCEP souhaite recueillir des acteurs concernés (Opérateurs, Aménageurs, Collectivités Territoriales) les éléments susceptibles de redonner une nouvelle dynamique.

Différents éléments d'appréciation fournis ci-dessous nous semblent confirmer l'approche de l'ARCEP qui envisage deux zones d'intérêt de dégroupage pour les opérateurs.

En effet si sur le territoire auvergnat, les NRA avec des perspectives de rentabilité économique ont été investis par les opérateurs, il semblerait que nous assistions ces dernières années à une stagnation de la volonté des opérateurs à vouloir investir des zones dont la rentabilité économique n'est pas avérée au vu du nombre de clients potentiels.

La segmentation de l'ARCEP - « une zone non dégroupée, où la concurrence semble plus modérée, et où, en général, la télévision par DSL n'est pas disponible pour des motifs liés au droit à la concurrence » - correspond donc bien à ce qui se passe actuellement dans les territoires les plus ruraux de l'Auvergne.

Aussi, s'il faut être vigilant afin de ne pas mettre en péril les initiatives privées et publiques en dégradant leurs perspectives de recettes et de ne pas perdre de vue les objectifs de généralisation du FttH, il faut néanmoins être conscient des calendriers sur le très long terme des projets d'aménagement numérique des territoires. Par exemple, en ce qui concerne l'Auvergne, le projet en cours (mix de différentes technologies dont une part importante de FttH) devra se dérouler jusqu'en 2025 (3 phases, dont les lancements des 2 dernières seront conditionnés par les niveaux de financements obtenus). Dans ce contexte, il nous semble difficile de priver durablement la population des zones non dégroupées des bénéfices apportés par la concurrence via le dégroupage, en particulier s'agissant de l'accès à la TV via l'accès filaire.

### **1/ Constat de l'Auvergne :**

Le dégroupage total (sans abonnement au service téléphonique classique) est très hétérogène selon les territoires et le taux de 40% des NRA français (soit 86,3% de la population) au niveau national ne reflète pas une réalité beaucoup plus préoccupante à l'échelle d'un territoire rural. Ainsi en Auvergne seuls 13% des 944 NRA / NRA ZO (soit 60% des lignes) sont-ils dégroupés :

## Dégroupage avec nombre d'opérateurs présents au NRA

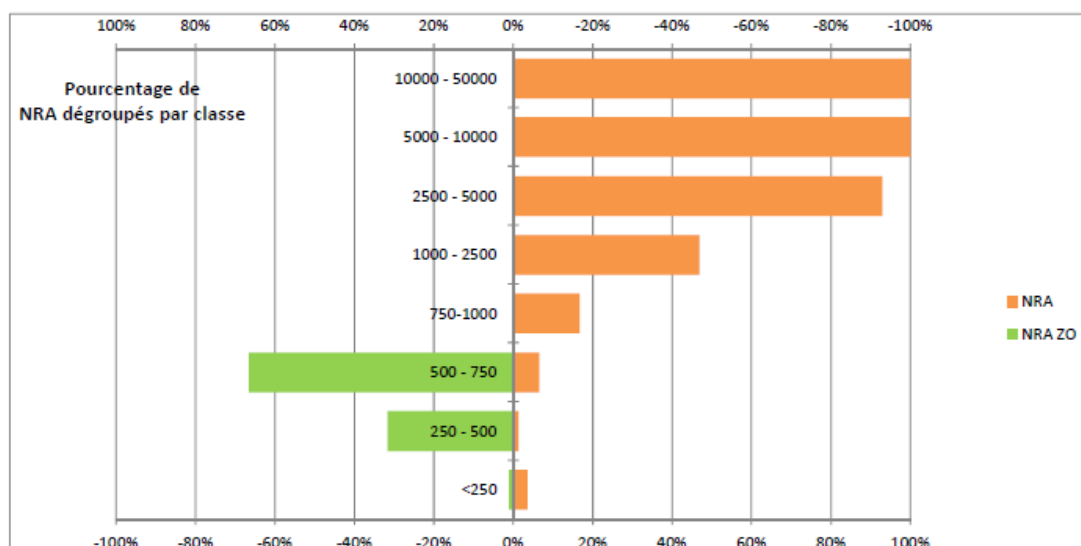
NRA (hors NRA ZO)				
Dégroupage (nb opérateurs)	NRA	% NRA	Nb lignes	% lignes
2	18	3%	16 078	2%
3	77	12%	251 217	39%
4	4	1%	54 659	8%
5	6	1%	92 179	14%
Non dégroupés	518	83%	236 767	36%
<b>Total</b>	<b>623</b>		<b>650 900</b>	
NRA ZO				
Dégroupage (nb opérateurs)	NRA ZO	% NRA ZO	Nb lignes	% lignes
2	18	6%	6 955	15%
Non dégroupés	303	94%	40 624	85%
<b>Total</b>	<b>321</b>		<b>47 579</b>	
TOTAL NRA + NRA ZO				
Dégroupage (nb opérateurs)	NRA	% NRA	Nb lignes	% lignes
Dégroupés	123	13%	421 088	60%
Non dégroupés	821	87%	277 391	40%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>944</b>		<b>698 479</b>	

La situation s'avère encore plus contrastée si on s'intéresse techniquement à la structure de la boucle locale en Auvergne qui permettrait à plus de 70% des foyers de bénéficier d'un service Triple-Play (débit minimum de 5 Mbps) dont presque 60% en multipostes (débit minimum de 8 Mbps) grâce à la technologie DSL sur les lignes téléphoniques.

**Et pourtant, du fait de la faible présence de la concurrence sur le territoire auvergnat, seules 36% de ces lignes sont-elles ouvertes commercialement au Triple-Play**, dont 34 % en multipostes (en effet l'opérateur historique s'astreint à n'ouvrir le service de télévision par ADSL que lorsque ses concurrents sont en mesure de le faire également, c'est à dire lorsque le central téléphonique est dégroupé par un opérateur alternatif- explication rarement compréhensible de la plupart des habitants).

Collecte et dégroupage en fonction de la taille des NRA et NRA ZO :

Nb de lignes	Nb NRA ZO	Dont collecte compatible Triple Play	Nb NRA	Dont collecte compatible Triple Play
<250	275	161	159	53
250 - 500	42	40	163	95
500 - 750	3	3	92	85
750-1000	1	1	59	56
1000 - 2500	0		98	95
2500 - 5000	0		29	29
5000 - 10000	0		9	9
10000 - 50000	0		14	14
<b>total</b>	<b>321</b>	<b>205 (64%)</b>	<b>623</b>	<b>436 (70%)</b>



**Sur le dernier graphique on peut constater une baisse importante de l'intérêt des opérateurs dégroupés en dessous de la taille critique de NRA / NRA ZO inférieurs à 1000 lignes.** Concernant le faible nombre de NRA ZO dégroupés, ils dépendent tous de NRA origines eux-mêmes dégroupés.

**On peut effectivement considérer que, selon toute probabilité dans le contexte actuel où les opérateurs ont d'autres investissements liés soit au FttH, soit à la 4G, les opérateurs alternatifs auront peu d'intérêt pour aller dégroupier les NRA / NRA ZO en deçà de 750 lignes .**

C'est donc une partie importante de la population auvergnate qui pourrait rester privée non seulement de la concurrence dans le choix de leur FAI mais aussi de la possibilité de bénéficier du Triple-Play via l'ADSL, alors qu'ils y sont techniquement éligibles.

Par ailleurs, dans des régions montagnardes, sujettes à des conditions climatiques parfois rudes (orages, neige), les habitants ne manquent pas de nous faire remonter que le fait de pouvoir recevoir la TV par la ligne téléphonique, est aussi plus sécurisant et fiable à comparer des solutions « satellite » dont les conditions de réception sont plus sensibles aux aléas climatiques.

## **2/ offre LFO + accès aux infrastructures de génie civil de FT :**

La Région Auvergne est satisfaite de l'évolution de l'offre LFO (conditions tarifaires et de disponibilité) et de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil.

L'offre LFO en particulier permet d'envisager la collecte des nœuds de raccordement optique (NRO FTTH et FTTO) à l'instar de la collecte des flux de dégroupage DSL.

Nous attendons néanmoins d'avoir une visibilité plus importante de la part de l'opérateur historique concernant les prévisions d'ouverture de nouvelles liaisons LFO car un nombre important de NRA /NRA ZO (38%) ne bénéficient pas d'une collecte permettant les services Triple-Play et par ailleurs cela permet d'envisager dans un terme plus court des déploiements FTTH privés ou publics.

### **3/ Conclusion**

La Région Auvergne souhaiterait la mise en place d'un processus de régulation aboutissant à la définition de la nouvelle zone dite « non dégroupée » qui prendrait en compte la moindre appétence des opérateurs dégroupés, en particuliers privés, pour les territoires à faible densité caractérisés par des NRA de petites tailles. Une piste de réflexion pourrait être la mise en place d'un système « bitstream TV » régulé dans les NRA de cette zone où un seul opérateur est présent et similaire à celui du système « bitstream double play » existant dans tous les NRA. A l'instar de ce système actuel, cela n'hypothèquerait pas l'arrivée de nouveaux opérateurs qui seraient intéressés et pourraient à leur tour proposer des offres de gros concurrentes.

Afin de concilier services aux citoyens dans des délais raisonnables et pérennité des investissements des projets publics d'aménagement numérique plus spécifiquement FTTH, il nous semblerait judicieux que la CCRANT soit confortée dans son rôle de veiller à la complémentarité des initiatives privées et publiques. Elle devrait être, dans ce nouveau contexte de « zonage » potentiel à venir, le lieu d'échange où les opérateurs tant publics que privés pourraient annoncer leurs projets de dégroupage DSL mais aussi de déploiements FTTH futurs dans un délai raisonnable qui pourrait être dans les 3 ans à venir. Il s'agit en effet de veiller à préserver les modèles économiques des opérateurs privés et publics investisseurs dans le dégroupage et/ou le FTTH.

A la suite de cette analyse des intentions crédibles des opérateurs publics et privés, la CCRANT pourrait remonter une proposition à l'ARCEP de périmètre de « zone non dégroupée ». L'ARCEP pourrait la mettre en consultation formelle pendant 2 mois afin de laisser une occasion supplémentaire aux opérateurs privés et publics de réagir et de remonter leurs éventuelles intentions de dégroupage ou de déploiement FTTH.

Cette détermination concertée de la zone non dégroupée à l'échelle de chaque région, consolidée à l'échelle nationale sous la responsabilité de l'ARCEP, serait une solution pertinente de traitement équitable des territoires, notamment les plus ruraux, à l'échelle de la France.